JUSQU'À 14 000 € PAR CANDIDAT EN PACA

Chère campagne

(Photomontage Patrick Blanchard)

689 000 euros par liste : c'est la somme que remboursera l'État pour les frais de campagne. À condition de réunir 5 % des suffrages. Les candidats mis à contribution. P 2-3

Tous en campagne...

Il y a ceux qui ne sont pas sûrs de dépasser la barre des 5 %. Pour les autres, le prix de la campagne ira de 689 000 € à 1,4 million

Il paraît que même les VIP n'ont plus droit au champagne les soirs de grands meetings… La crise est bien sûr passée par là, mais pas seulement. Victimes d'une défiance sans précédent dans l'opinion publique, les politiques s'efforcent de remonter la pente. Du coup, lors de ces régionales, le mot d'ordre, c'est *« proximité et sobriété »* pour tous. De quoi espérer que certains resteront en deçà du plafond de 689 230 € de frais de campagne remboursés par l'État ? Pas sûr.

Moins

Comment les listes qui devraient rassembler suffisamment de voix pour prétendre à ce remboursement, utilisent-elles leur budget ?

« Avec parcimonie, annonce sans surprise Guy Benarroche, le directeur financier et organisationnel d'EELV-FDG. *Les grands meetings et la guerre de l'affichage, ce n'est pas notre truc ! On espère dépenser moins que les 689 000 € remboursés. »*

En revanche, difficile pour les partis de faire l'économie d'une équipe de campagne, même réduite. Et de rogner sur les frais de déplacements. 5 000 km en quelques jours, ça n'effraie pas les têtes de liste régionale qui parcourent la région dans tous les sens.

Proximité, on vous dit.

Au FN, on espère aussi ne pas dépasser les fameux 689 000 €. *« Mais nous tiendrons en tout cinq grands meetings »*, remarque Frédéric Boccaletti, directeur de campagne Louer une grande salle « tout compris » coûte de 35 000 à 50 000 €… Ça va vite. *« Notre autre grand poste de dépenses, ce sont les documents papier. Entre 1,4 et 1,7 million d'exemplaires par tirage. »*

Ou plus

Côté socialiste, la campagne devrait coûter entre 800 000 et 900 000 €. *« La communication, c'est déjà la moitié du budget. Pour nos six grands meetings, on a choisi des salles bon marché,* précise Patrick Brico, mandataire financier. *Nous avons aussi attribué un budget à chaque liste départementale pour plus d'autonomie. »* (25 000 € pour le Var).

Quant à LR-UDI, *« le coût devrait se situer entre le montant total autorisé et le plafond de remboursement* (voir ci-contre), estime le directeur de campagne, Anthony Borré. *Que ce soient pour les appels aux dons ou la logistique, on s'appuie beaucoup sur nos militants… »*

Sans parler des 250 déplacements effectués sur le territoire régional en quelques semaines par la tête de liste…

MIREILLE MARTIN
mmartin@varmatin.com

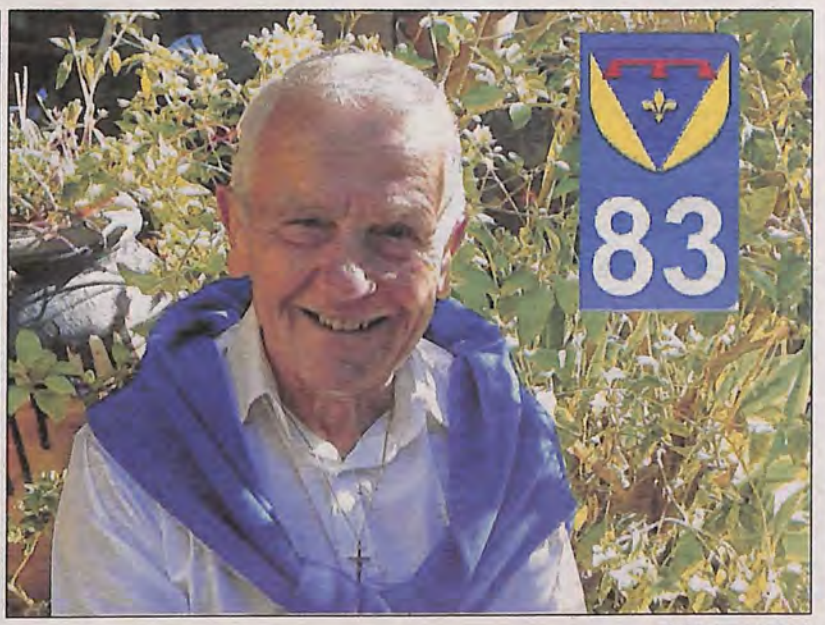
Ces candidats régionaux qui sont également mécènes

C'est aussi tout le charme de la politique... Certains, qui en ont les moyens, sont prêts à investir des sommes importantes au service de leurs idées, sans grand espoir de remboursement.

C'est le cas de Jean-Marc Governatori, cosecrétaire national de l'Alliance écologiste indépendante, qui en tire la liste régionale. Une liste dont ce Niçois va intégralement financer la campagne sur ses propres deniers. Il en a les moyens il est vrai et ne s'en cache pas, lui qui dans la première partie de sa vie a fait prospérer des sociétés d'ameublement aujourd'hui revendues. Ce qui n'empêche pas le bonhomme de vivre chichement, roulant guimbarde et s'habillant sans apprêt, tout entier tourné vers ses idées visant à restaurer une société plus apaisée.

« J'ai la chance de disposer d'argent mais surtout de temps sans lequel l'argent n'est rien, souligne-t-il, *pas question donc que je fasse payer les autres. »*

Il établit ainsi le coût total de sa campagne en Paca, autour de 100 000 €. Bien qu'il puisse se permettre de les investir à fonds perdus, il croit dur comme fer franchir la barre des 5 % amenant à un remboursement. *« La Cop 21, juste au moment des élections, va sensibiliser les gens à l'écologie et nous amener des voix »*, parie-t-il.



Jean-Marc Governatori (à gauche) et Michel de Maynard. (Photos N.-M.)

« Un capital au service de mes convictions »

Michel de Maynard, lui, tire la liste de l'Union des droites de Jacques Bompard dans le Var. Cet ancien artisan, installé au Revest, a solidement gagné sa vie dans les travaux publics et les ascenseurs.

Aujourd'hui, à 78 ans, après avoir subi de plein fouet plusieurs épreuves de la vie, il a choisi de mettre son pécule au service de la politique. Il financera seul la campagne varoise de sa liste, campagne évidemment a minima qu'il chiffre entre 15 000 et 20 000 €.

« Je suis veuf, je n'ai plus de femme ni d'enfant, j'ai donc décidé de prendre à ma charge la campagne. Les gens ont les poches vides. Comme je dispose d'un petit capital, je fais le choix à ce stade de ma vie de le mettre au service de mes convictions. »

Il se montre vigilant, malgré tout : *« Le plus gros des dépenses est constitué par les professions de foi et les affiches, les tracts en formant le dernier tiers. Pour les réunions publiques, nous bénéficierons de salles gratuites et nous ne ferons pas de pots, pour limiter les dépenses. »*

TH. PRUDHON

A quel prix en Paca ?

« Des chips ! »

Dans notre région, les candidats n'ont pas le droit de dépenser plus de 1451010 € (c'est déjà une belle somme !) pour leurs frais de campagne. L'État leur remboursera, après vérification, au maximum 689230 €. S'ils atteignent bien sûr le seuil fatidique des 5 % de suffrages. Si seulement cinq des dix listes en présence passent cette barre, cela fera grosso modo 3,45 millions d'euros à rembourser aux candidats de Paca. À multiplier à l'échelle de la France. Une somme financée par nos impôts... De quoi préférer nettement les apéros de campagne façon « chips arrosées du petit vin de pays » aux cocktails « champagne et saumon fumé ».

La main à la poche... ou pas

Autant annoncer la couleur : même ceux qui n'en ont pas fait une obligation n'aiment pas trop parler de ça. « Ça », c'est la participation financière que certains partis politiques demandent à leurs candidats pour figurer, en places éligibles, sur les listes. Et donc pour financer en partie la campagne, aux côtés des éventuels fonds apportés par leurs têtes de liste régionale. Des participations qui leur seront remboursées, sauf exception, par leurs partis, une fois les comptes de campagne validés. Si leur liste atteint le seuil des 5 % de suffrages exprimés (le contraire serait pour le moins surprenant pour les quatre listes interrogées). Et si la campagne n'a pas coûté plus cher que le montant remboursé par l'État (ça peut toujours arriver à certains...). Mais dans ce cas, c'est une autre histoire...

Bref, la participation financière directe des candidats reste un point sur lequel la majorité des directeurs de campagne préfère laisser planer un certain flou. Difficile de leur arracher les montants précis apportés par les colistiers. « *C'est gênant, car ça laisse penser que se présenter à des élections, c'est réservé aux riches* », explique, anonymement, un candidat qui justement n'a pas d'argent et qui a dû faire appel à des proches pour en être. Mais les quatre responsables que nous avons interrogés nous l'ont affirmé les yeux dans les yeux : « *Personne chez nous n'a été écarté en raison de critères financiers.* » Ce qui semble bien la moindre des choses dans une démocratie, non ?

14 000 € chez Christian Estrosi (LR/UDI)

Christian Estrosi, candidat LR-UDI. (Photos doc V.-M.)

Dans le Var, selon nos sources, les colistiers de Christian Estrosi ont participé à hauteur de 14 000 €, jusqu'à la quinzième place. Une somme rondelette qui n'a pas fait fuir les candidats : ne serait-ce que pour notre département, il y a eu une centaine de postulants pour seulement 27 places. « *Cela représente plus ou moins six mois d'indemnités d'élu,* plaide Anthony Borré, directeur de campagne. *Certains ont fait appel aux dons ou un crédit personnel.* »

Maxi 7500 € au PS et alliés

Les colistiers de Christophe Castaner, eux aussi, mettent la main à la poche pour financer la campagne. Une participation déterminée selon la place sur les listes. Sur quelle fourchette de montants ? « *En tout cas, les participations ne dépassent pas 7500 € maximum* », répond, laconique, Patrick Brico, mandataire financier.

Christophe Castaner, candidat PS-PRG-MRC-UDE.

Entre 5 000 et 10000 € au FN

Marion Maréchal- Le Pen, candidate FN.

« *Les colistiers contribuent à la campagne, selon leur place, éligible ou pas. Mais nous avons fait le choix de ne pas faire du critère financier un motif d'exclusion de la liste ou de rétrogradation. Pas question de se priver de talents pour un motif financier* », précise Frédéric Boccaletti, directeur de campagne. Pour ceux qui le peuvent, la participation varie donc entre 5 000 et 10 000 €. « *Pour réunir la somme, certains ont fait des prêts personnels ou des appels aux dons.* »

Seulement les volontaires à EELV-FDG

« *Pour nous, c'est le principe du volontariat qui prévaut. Imposer une participation au candidat, ce n'était pas possible !*, explique Guy Benarroche. *D'autant que nous comptons 27 % de colistiers « simples citoyens » qui n'ont pas l'appui d'un parti.* »

En tout, « *environ une petite moitié de candidats* » apportera une contribution financière à la campagne. « *Seulement si nous en avons besoin et sans aucune contrainte. Cela pourrait aller de 500 à 5 000 €.* »

Sophie Camard, candidate EELV-FDG.